

Cet ouvrage accompagne la seconde étape d'un programme de recherche du Labex de l'université de Paris-Nanterre « Les passés dans le présent ». Il a pour origine une interrogation : L'Europe a-t-elle emprunté le même cheminement historique que celui des nations qui se sont construites au fil du XIXe siècle ou bien son itinéraire s'est-il défini sur un rejet, un dépassement de la nation désormais considérée comme un obstacle au progrès ? Alors que les nations européennes se sont construites en références permanentes à un passé militaire et politique fondateur, l'Europe s'est construite de manière discontinue, dans des moments dépareillés où, à chaque étape, il a fallu réinventer une « mémoire » souvent en rupture radicale avec celle qui l'avait précédée. L'empreinte de la Shoah, le rejet du goulag, la valorisation générale de la démocratie politique, ont dessiné une mémoire de l'Europe qui s'est évadée de l'histoire des nations pour se fondre dans la mondialisation culturelle et politique de l'Occident. Cette volonté de rompre avec le passé a donné alors à l'économie, aux valeurs d'un marché hors de l'histoire, une place prépondérante dans la construction de l'Union européenne.



€ 25,00

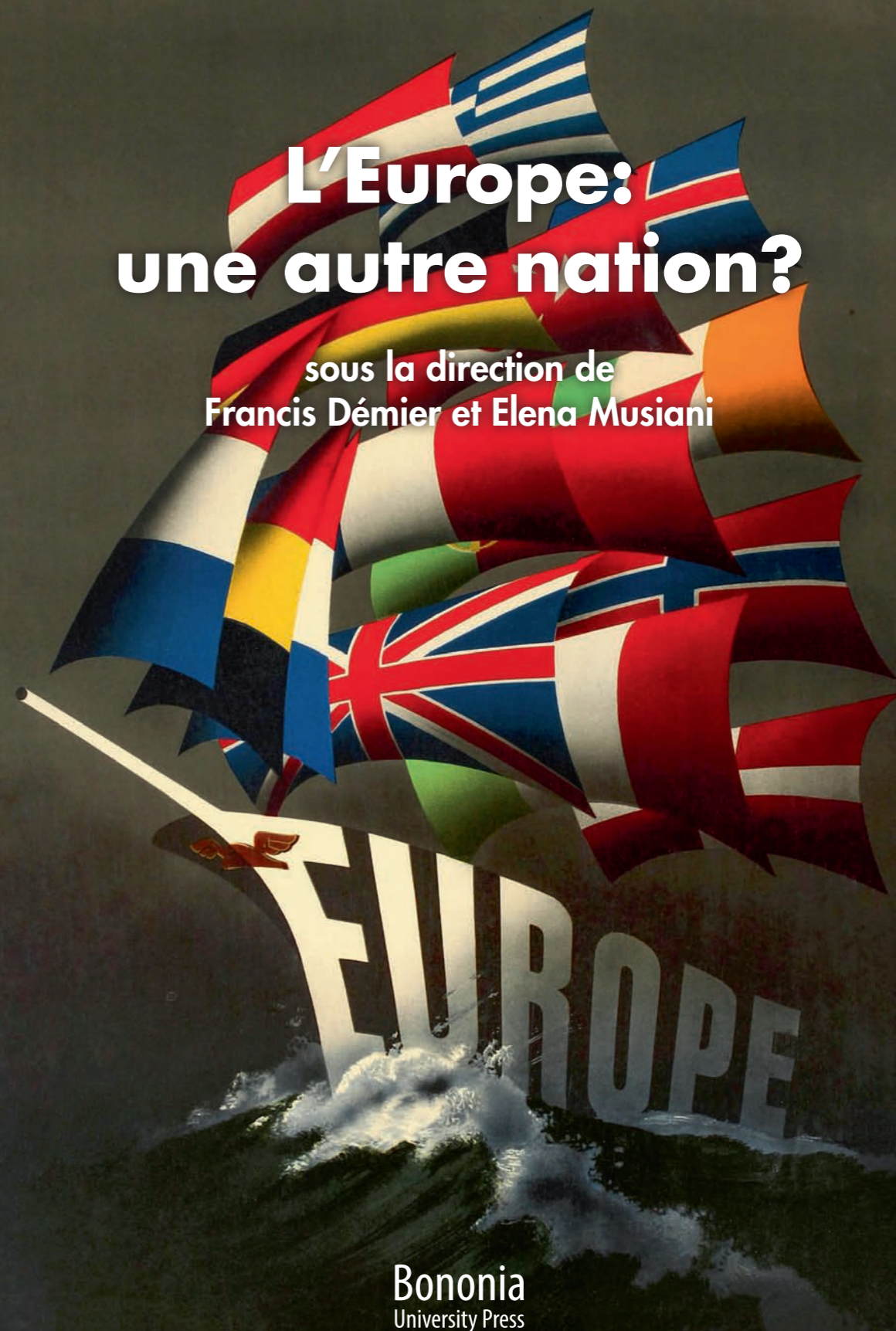


Démier - Musiani

L'Europe: une autre nation?

L'Europe: une autre nation?

sous la direction de
Francis Démier et Elena Musiani



Bononia
University Press

Storia e **F**uturo

4

Comitato scientifico

Simona Colarizi, Università “Sapienza” di Roma
Alberto De Bernardi, Università di Bologna
Maurizio Degl’Innocenti, Università di Siena
Marcello Flores, Università di Siena
Angelo Varni, Università di Bologna

Referee board

Francesco Benvenuti, Università di Bologna
Giampietro Berti, Università di Padova
Antonello Biagini, Università “Sapienza” di Roma
Manuela Ceretta, Università di Torino
Antonio Cervati, Università “Sapienza” di Roma
Uoldelul Chelati Dirar, Università di Macerata
Zeffiro Ciuffoletti, Università di Firenze
Paul Corner, Università di Siena
Leonardo Di Mauro, Università “Federico II” di Napoli
Patrizia Dogliani, Università di Bologna
Santi Fedele, Università di Messina
Valeria Fiorani Piacentini, Università Cattolica di Milano
Andrea Francioni, Università di Siena
Emilio Franzina, Università di Verona
Luigi Ganapini, Fondazione Isec di Milano
Raffaella Gherardi, Università di Bologna
Ada Gigli Marchetti, Università di Milano
Ferdinando Giugliano, University of Oxford
Giovanni Gozzini, Università di Siena
Joseph Komonchak, Catholic University of America
Andrea Leonardi, Università di Trento
Sauro Mattarelli, Fondazione “Casa di Oriani” di Ravenna
Umberto Mazzone, Università di Bologna
Dino Mengozzi, Università “Carlo Bo” di Urbino
Jonathan Morris, University of Hertfordshire
Giuseppe Olmi, Università di Bologna
Giorgio Pedrocchi, Università di Bologna
Michele Rak, Università di Siena
Francesco Silvestri, Università di Modena e Reggio Emilia
Paolo Sorcinelli, Università di Bologna
Roberto Vecchi, Università di Bologna

L'EUROPE: UNE AUTRE NATION?

sous la direction de
Francis Démier et Elena Musiani

Bononia University Press
Via Ugo Foscolo 7 – 40123 Bologna
tel. (+39) 051 232 882
fax (+39) 051 221 019

www.buonline.com
email: info@buonline.com

© 2020 Bononia University Press

I diritti di traduzione, di memorizzazione elettronica, di riproduzione e di adattamento totale o parziale, con qualsiasi mezzo (compresi i microfilm e le copie fotostatiche) sono riservati per tutti i Paesi.

ISSN 2283-8937
ISBN: 978-88-6923-485-9

Progetto di copertina: Irene Sartini

Impaginazione: Sara Celia

Prima edizione: dicembre 2019

Indice

Introduction	7
<i>Francis Démier, Elena Musiani</i>	

LES EUROPE DU XIX^e SIECLE FACE AUX REVOLUTIONS ET AUX IDENTITES NATIONALES

Le Congrès de Vienne, acte de naissance d'une Europe politique?	15
<i>Thierry Lentz</i>	
Italie, France, Europe: de Mazzini au libéralisme	25
<i>Roberto Balzani</i>	
Victorian liberals and "Europe": W.E. Gladstone and Joseph Chamberlain	31
<i>Eugenio F. Biagini</i>	
Aux sources d'une Europe partagée: la médiation ferroviaire au XIX^e siècle	47
<i>Jean-Pierre Williot</i>	

LES CONFLITS ENTRE NATIONS AUX ORIGINES DE L'EUROPE CONTEMPORAINE?

1914: Two Europes	65
<i>Fulvio Cammarano</i>	
Europe, nation et nationalisme: la section hongroise du Mouvement Paneuropéen dans les années 1920	75
<i>Laszlo Nagy</i>	
D'un siècle à l'autre, l'Europe dans les manuels scolaires en France et en Italie	81
<i>Elena Musiani, Federica Zanetti</i>	
Le régime franquiste et l'Europe: du rejet a l'intégration	89
<i>Marie-Claude Chaput, Julio Pérez Serrano</i>	

L'EUROPE DES MARCHÉS AUX PRISES AVEC LES NATIONS

L'Europe sociale selon l'Organisation internationale du travail, dans l'entredeux-guerres	103
<i>Isabelle Lespinet-Moret</i>	
Etats-Providence et Europe sociale: de "l'esprit de 1945" à aujourd'hui	113
<i>Nicole Kerschen</i>	
Pierre Mendès France et la construction européenne: de la CED à la CEE, les logiques d'un refus	129
<i>Alain Chatriot</i>	
Construire l'Europe par les réseaux?	141
<i>Alain Beltran</i>	
L'Unification allemande et l'Europe	149
<i>Bernd Zielinski</i>	

MÉMOIRE ET IMAGINAIRES DE L'EUROPE CONTEMPORAINE

Le territoire communautaire. Impossible référent identitaire	159
<i>Yann Richard</i>	
La citoyenneté de l'Union européenne, un statut fondamental?	169
<i>Myriam Benlolo-Carabot</i>	
Quelles Europes pour quelles ethnologies? Le cas de la revue <i>Ethnologie française</i>	183
<i>Martine Segalen</i>	
À la recherche d'une mémoire collective européenne	193
<i>Philippe Joutard</i>	
Quelle mémoire de l'Europe dans les Archives européennes?	199
<i>Dieter Schlenker</i>	
Brexit 2016: some notes for future historians	205
<i>Richard Toye</i>	

D'un siècle à l'autre, l'Europe dans les manuels scolaires en France et en Italie*

Elena Musiani, Federica Zanetti

De la nation à l'Europe – Elena Musiani

«Un jour viendra où l'Europe, déjà unie, se donnera de véritables liens politiques. Vous verrez naître les États-Unis d'Europe que Victor Hugo appelait déjà de ses vœux. Dans le monde d'aujourd'hui cette Europe forte parviendra à préserver le sentiment patriotique des différents peuples qui la composent. Ainsi l'attachement à ce cher et vieux pays sera conforté et vous ressentirez mieux et plus fort le bonheur d'être français»¹.

C'est ainsi que se concluait l'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse dans sa version augmentée, rééditée en 2013. Le livre avait été publié pour la première fois en 1913. Il contenait alors un programme qui allait «de la Gaule à nos jours» c'est-à-dire jusqu'en 1922, date de la mort de l'auteur. Armand Colin confia à Dimitri Casali le soin de mettre à jour la version qui fut éditée en 2013.

C'est alors que l'Europe apparut pour la première fois dans l'ensemble des éditions du célèbre Lavisse. Toutes les versions précédentes étaient exclusivement consacrées à la France et à une histoire nationale. Mais l'histoire de Lavisse n'est pas une exception et quand on considère les manuels scolaires italiens, nous retrouvons la même perspective qui du reste s'est imposée à la fin du XVIII^e siècle, à un moment où le modèle français faisait école. En Italie et en France, l'histoire est avant toute chose et jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale, une histoire de la nation.

Le manuel d'histoire de Lavisse a retenu l'attention de Pierre Nora au cœur de l'ouvrage qu'il a dirigé sur les *Lieux de Mémoires*, et c'est Pierre Nora lui-même qui a écrit le chapitre intitulé «Lavisse, instituteur national», en fait un hommage à celui qui avait créé «un système moderne d'éducation collective inspiré par une grande idée nationale» dans le but de «fortifier la démocratie républicaine», ce qui voulait dire dans l'esprit de Lavisse «armer la France»².

* La première partie du texte a été écrite par Elena Musiani la seconde par Federica Zanetti.

¹ E. Lavisse, D. Casali, *Histoire de France. Cours élémentaire. Edition augmentée*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 233.

² P. Nora, *Lavisse, instituteur national*, dans *Les lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1984, t. 1, pp. 239-275. Cf. aussi E. Bourdon, P. Garcia et F. Pernot (dir.), *Lavisse: le roman national comme patrimoine scolaire ?*, Montreuil, Edition de l'œil, 2016.

Dans cette période de reconstruction de la France républicaine après la guerre franco-prussienne une place essentielle était accordée à l'école dans le but de créer un nouveau sentiment national chez les jeunes français. Les manuels d'histoire occupèrent alors bien sûr une place stratégique dans ce qui devint «l'histoire d'une France autant qu'un récit de cette histoire»³. L'objectif pédagogique était alors avant tout de faire aimer l'histoire de France aux écoliers, idée du reste avancée par Lavisso lui-même dans cette formule de 1884: «L'Histoire ne s'apprend pas par coeur, elle s'apprend avec le coeur».

De la même manière, dans les années qui suivirent l'unification de l'Italie, les manuels d'histoire occupèrent une place éminente – peut-être même encore plus vitale que dans le cas français- pour ce qu'on appelé “faire des Italiens” et tout simplement créer une nation⁴.

Les lois sur l'obligation scolaire à partir de 1861 et surtout dans les années de fin de siècle, furent un outil majeur dans les mains des élites libérales italiennes pour donner force à un projet de consolidation de la nation. La loi Casati, votée au Piémont en 1859 et élargie très rapidement au reste de l'Italie après 1861, rendit obligatoire et gratuite une scolarité de deux années pour tous les Italiens. En 1877, la loi Coppino étendit cette scolarité à trois ans et supprima toute forme d'enseignement religieux dans les écoles publiques.

L'enseignement de l'histoire apparut bien sûr comme un moyen privilégié de ce programme politique. Si le gouvernement de Francesco Crispi ne parvint pas à organiser de réforme significative de l'Ecole, Crispi lui-même ne cessa de souligner l'importance de mettre sur pied une «éducation nationale et patriotique»⁵. Les nouveaux programmes de l'école primaire, en 1888, donnèrent une place éminente à l'histoire considérée comme la «narration des quelques faits principaux qui avaient contribué à la formation du Royaume d'Italie». Ces programmes s'organisaient essentiellement dans la mise en valeur de «biographies d'hommes illustres»⁶ et l'enseignement de l'histoire, généralisé à tous les niveaux, se donnait pour but «d'inspirer aux écoliers le sentiment du devoir, la soumission au bien public et l'amour de la patrie»⁷.

Construction donc de l'école et de la morale républicaine du côté français, construction de l'idée d'une unité de la nation italienne de l'autre, sont des buts sacrés qui trouvèrent un relais dans les images des manuels d'histoire et les livres de lecture des écoles, du primaire au supérieur, en France comme en Italie.

³ Cf. *Manuels scolaires et révolution française*, rapport introductif par J.-Y. Mollier, Paris, Editions Mesidor, 1990; A. Bruter, *L'enseignement de l'histoire à l'école primaire de la Révolution à nos jours. Textes officiels*, Lyon, INRP, 2007; P. Cabanel, *Ecole et nation: l'exemple des livres de lecture scolaires (XIX et première moitié du XX siècle)*, *Histoire de l'éducation*, 126, 2010; E. Bourdon, *La forge gauloise de la nation. Ernest Lavisso et la fabrique des ancêtres*, Lyon, ENS éditions, 2017.

⁴ Cf. E. Musiani, *Faire une nation. Les Italiens et l'unité (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Gallimard (Folio Histoire), 2018.

⁵ S. c., “Il Risorgimento a scuola: incertezze dello Stato e lenta formazione di un pubblico di lettori”, dans *Alfredo Oriani e la cultura del suo tempo*, sous la direction de Ennio Dirani, Ravenna, Longo, 1985, pp. 133-172.

⁶ Cf. I. Porciani, “Il libro di testo come oggetto di ricerca: i manuali scolastici nell'Italia post-unitaria”, dans *Storia della scuola e storia d'Italia*, Bari, De Donato, 1982, pp. 237-271. Cf. aussi G. Genovesi, *Il manuale di storia in Italia. Dal fascismo alla Repubblica*, Milano, Franco Angeli, 2009.

⁷ G. Ricuperati, *La scuola nell'Italia unita*, dans *Storia d'Italia*, vol. V, *I documenti*, 2, Torino, Einaudi, 1973, p. 1705.

L'école est donc devenue, dans cette dernière partie du XIX^e siècle, un moyen privilégié pour faire de l'histoire du Risorgimento un outil dans la consolidation de la nation italienne. Au-delà de cette formation initiale, une formation permanente par le biais d'un ensemble de publications d'une "lecture facile", contribua à faire connaître «l'histoire contemporaine nationale». L'exemple le plus célèbre de ces efforts fut sûrement le "bestseller" de l'époque, le livre *Cuore* d'Edmondo de Amicis, qu'Emilio Gentile a défini comme «le grand livre de la nouvelle italianité»⁸ et qui est à l'Italie ce que fut pour la France le livre de Bruno, *Le Tour de France de deux enfants*.

En revanche, dans les manuels d'histoire qui précède la Seconde guerre mondiale, l'Europe n'apparaît pas en tant que telle et, en France comme en Italie, l'histoire se limite à une histoire nationale⁹. L'Europe peut se retrouver par contre dans le cadre de manuels de géographie. Elle y figure comme une simple entité géographique, un espace naturel, mais aussi sous l'angle ethnographique. On parle alors de langues, de populations et de races qui sont implantées dans le continent européen et constituent sa particularité par rapport au reste du monde.

Le manuel de géographie pour les écoles normales d'instituteurs édité en Italie chez Paravia en 1904 précise quelques idées sur le vieux continent: «L'Europe est le plus petit des trois grands continents. Elle représente un tiers de l'Afrique, et moins du quart de l'Asie, mais elle est la plus puissante, la plus civilisée et proportionnellement à sa dimension la plus peuplée». Dans la partie qui décrit «L'importance politique de l'Europe» on trouve les notations suivantes: «L'Europe est la plus petite des cinq parties du monde, mais elle est la plus importante par son influence politique, par sa civilisation, par son commerce et son industrie [...] en son sein la civilisation étouffée par la barbarie a pu renaître [...] Supérieure à toutes les autres parties du globe dans ses institutions civiles, elle a toujours exercé et exerce encore plus que jamais une grande influence politique sur toutes les nations du monde».

On pouvait donc trouver de manière indirecte dans ces manuels de géographie des considérations politiques qui, assez souvent, relevait encore de la théorie des climats et des considérations de Montesquieu comme dans le manuel de l'école moyenne édité chez Benporad en 1910: «L'Europe à cause de sa configuration horizontale et de la variété des formes de son relief a rendu facile la formation de nombreux Etats respectant plus ou moins dans leur formes de développement et les conditions naturelles dans lesquelles ils se trouvaient. Ainsi les grandes plaines orientales ont pu être facilement réunies en un seul Etat, la Russie et les grands bassins de l'Europe occidentale ont pu constituer un espace naturel où se sont retrouvées des nations indépendantes».

Un même schéma de présentation se retrouve dans les manuels français de géographie. Mais là encore l'Europe est présentée au prisme de la nation France. L'Europe, telle qu'elle apparaît dans le Cours de géographie édité chez Hachette en 1922 n'est alors qu'un envi-

⁸ E. Gentile, *Italiani senza padri. Intervista sul Risorgimento*, sous la direction de S. Fiori, Roma-Bari, Laterza, 2011, p. 42.

⁹ L. Wirth, "L'histoire à l'école: apprendre la nation, apprendre l'Europe, de Jules Ferry à Luc Ferry", dans L. Ballini, G. Pécout (dir.), *Scuola e nazione in Italia e in Francia nell'Ottocento: modelli, pratiche, eredità: nuovi percorsi di ricerca comparata*, Paris, Venezia, Ecole normale supérieure, Istituto veneto di scienze, lettere ed arti, 2007, pp. 81-100. Cf. aussi G. Pécout (dir.), *Penser les frontières de l'Europe du XIX au XXI siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004.

ronnement géographique pour une France qui reste le pivot de cet espace physique: «Vous savez qu’au-delà de votre ville et de ses environs il y a bien d’autres villes, bien d’autres campagnes qui forment la France. De même, au-delà de la France, il y en a encore bien d’autres pays ou, comme on dit aussi bien d’autres contrées. Dans chacune de ces contrées vous entendriez parler une langue différente. Au nord de la France est l’Angleterre [...] à l’Est de la France, se trouve l’Allemagne [...] Plus loin est la Russie. Il y en a encore l’Italie et l’Espagne. Tous ces pays sont en Europe. La France aussi est en Europe». Dans la *Leçon préparatoire de géographie* chez Delagrave, en 1934, l’Europe est mesurée à l’étalon français. Dans un ensemble intitulé «La France et ses colonies. Les cinq parties du monde», l’Europe, «située à l’ouest de l’Asie, est une immense presqu’île grande comme dix-neuf fois la France».

Ces quelques exemples montrent que, jusqu’à la fin de la Seconde guerre mondiale, l’histoire, en France comme en Italie, reste avant tout une histoire nationale et auprès des écoliers un outil privilégié de la consolidation de la nation. La note tenue demeure la question de l’unité nationale dans le cas de l’Italie et l’affirmation de l’identité républicaine dans celui de la France. Cette option est bien sûr illustrée encore dans les “best sellers” de l’édition scolaire comme le *Tour de France par deux enfants* de Bruno ou le livre *Cuore* d’Edmondo de Amicis. Les manuels scolaires ainsi que les petits livres destinés au grand public mobilisèrent l’attention de la jeunesse pour construire un univers politique fait – dit Soldani – «de saints et d’apôtres laïcs dont les vies, opportunément romancées, permettaient d’incarner la mythologie d’une rédemption nationale».

Ce récit national se prolongea au-delà de la Première guerre mondiale. Le manuel de Lavisce dans le chapitre consacré à la Grande guerre se clôt sur un “appel” à la jeunesse française: «Jamais plus la France ne fera la guerre à moins que sa vie et son honneur ne soient menacés, comme ils l’ont été en 1914. Alors, mes enfants, vous sauriez les défendre comme vos pères et vos frères les ont défendus»¹⁰.

Comme le Lavisce, les autres manuels d’histoire restent pris dans une culture de guerre jusque vers 1923. Dans les années suivantes toutefois s’impose progressivement ce que les historiens de l’éducation ont appelé “l’école de la paix”. Celle-ci se définit dans le cadre d’un esprit internationaliste, d’une “religion de l’humanité” qui dépasse du reste une référence à l’Europe pour s’inspirer des orientations de la SDN. Dans le manuel de 1925 intitulé *La petite école du citoyen* s’impose une nouvelle direction: «Paix à tous les hommes par le droit et par la bonté! Que la Société des Nations ouverte graduellement à tous les peuples, à toutes les races, enfante peu à peu, dans la joie et dans la douleur, non seulement les Etats-Unis d’Europe, mais les Etats-Unis du monde!».

En Italie au contraire l’école et les programmes scolaires sont pris en charge par le régime fasciste qui fait éditer un “livre unique d’Etat”, en fait un livre de propagande pour les écoles du primaire au supérieur. Ce dernier impose l’image “d’une nouvelle Italie”, incarnée systématiquement dans la personne du duce et maître de son destin. L’Europe disparaît du récit et en revanche l’Italie est présentée dans une géographie où son espace colonial joue un rôle éminent.

Pour retrouver entre la France et l’Italie une direction commune dans la présentation

¹⁰ Cf. O. Loubes, *L’école de la patrie. Histoire d’un désenchantement 1914-1940*, Paris, Belin, 2001, pp. 26-27.

de l'Europe il faut attendre les lendemains de la Seconde guerre mondiale¹¹. Au moment où l'on commence à parler d'une union européenne, quand est signé le Traité de Rome, les manuels continuent pourtant à privilégier fortement une histoire nationale mais l'Europe commence à être évoquée en contrepoint des difficultés éprouvées par les états nationaux dans le cadre de la reconstruction et de la décolonisation.

L'Europe apparaît alors comme une solution nouvelle mais, loin de s'inspirer des débats entretenus par les responsables politiques européens sur ce que pourrait être "l'Europe des six", les manuels évoquent pour l'Europe un modèle qui est celui des "puissances" traditionnelles, les Etats-Unis revenant alors fréquemment comme une réalisation exemplaire. Dans le manuel publié chez Nathan en 1961 on en trouve un exemple: «Le déclin de l'Europe s'est poursuivi sur le plan de la puissance: Allemagne, Italie, France et même Grande-Bretagne ne sont plus de "grandes puissances", capables d'assurer à elles seules leur sécurité. Par réaction, des mouvements de plus en plus actifs pour "l'intégration" de l'Europe, réclament l'unification des pays européens qui deviendraient ainsi ensemble une très grande puissance».

C'est seulement à partir des années 1980 quand l'organisation de l'Europe se consolide et surmonte ses premières crises que l'on voit apparaître dans les programmes des directives invitant les enseignants à "privilégier" l'Europe comme échelle d'étude, pour fournir aux lycéens des outils et pour comprendre le monde dans lequel ils vivent.

Les commissions qui ont contribué à rénover les programmes scolaires pendant cette période ont été guidées bien sûr par le souci de faire comprendre les enjeux qui accompagnaient la nouvelle Europe, mais aussi la nécessité de mener à bien une autre histoire dans laquelle le fil chronologique et événementiel traditionnel devait s'ouvrir à d'autres disciplines. L'objectif n'est plus «de considérer la France comme un isolat européen, le centre du centre du monde», mais «d'enseigner une chronologie mondiale, une histoire des évolutions culturelles, sociales et économique à d'autres échelles».

C'est à partir des années qui accompagnent la ratification du traité de Maastricht que, dans tous les pays européens, apparaissent des programmes scolaires qui mettent en avant la construction d'une citoyenneté européenne. C'est en 1987 que dans le domaine universitaire apparaît le programme ERASMUS. C'est alors que quelques initiatives apparaissent pour imaginer une livre d'histoire européen comme "l'euro-manuel", publié par Hachette en 1992.

On peut encore évoquer dans ces efforts pour créer une citoyenneté européenne la tentative de mettre sur pied un manuel d'histoire franco-allemand, préparé dès 2003 et édité en 2006 chez Nathan. L'accueil médiatique fut très favorable. Toutefois les deux premiers volumes ne seront vendus qu'à 40.000 exemplaires seulement dans chaque pays, bien loin du seuil des 100.000 exemplaires considéré comme un succès et l'éditeur Nathan n'imprimera le troisième volume qu'à 7000 exemplaires¹². Le manuel franco-allemand reste l'unique manuel cité par Etienne François et Thomas Serrier dans leur ouvrage sur «les lieux de mé-

¹¹ Cf. A. Prost, *Education, société et politiques. Une histoire de l'enseignement en France de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1997.

¹² E. François, "Le manuel franco-allemand d'histoire. Une entreprise inédite", in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2007, 2, n. 94, pp. 73-86.

moire européens» alors que Pierre Nora fait du Lavisse un pivot durable de la construction républicaine¹³.

Quand l'Europe s'impose dans les manuels scolaires – Federica Zanetti

Pour la période très contemporaine, un choix exploratoire sur la présentation de l'Europe a été fait à partir de quelques manuels français et italiens des classes de terminales.

Dans ces manuels, une coupure intervient clairement dans l'importance donnée à l'Europe à partir des programmes de 1995. Un manuel français de Terminale pris dans la collection Belin accorde à l'Europe (dans une édition de 1992) 3 pages dispersées sur un ouvrage de 340 pages. Sur un manuel édité en 1999, mais à partir des programmes de 1995, on compte 12 pages organisées dans un chapitre spécifique consacré à l'Europe.

Dans la première version, l'Europe apparaît d'abord comme un ensemble de nations épuisées par la guerre et le chapitre est intitulé "le déclin de l'Europe". Une Europe "hors jeu" dont on peut penser, dès 1945, qu'elle sera incapable de conserver ses colonies d'autant que les deux grands y sont hostiles. En 9 lignes, c'est à dire une de moins que la description du plan Marshall, la construction européenne est décrite en soulignant le peu d'importance acquise par le Conseil de l'Europe et en insistant en revanche sur le rôle de la CECA qui donne alors aux institutions un premier étage supranational. Un petit extrait du plan Schuman est cité mais pour cette période l'Europe est noyée dans des développements beaucoup plus importants sur la Guerre froide.

Cette histoire reste très évènementielle sans véritable explication sur les courants d'idées qui ont contribué à construire un projet européen depuis le début du XX^e siècle. Les auteurs soulignent dans le traité de Rome un objectif essentiel le développement échanges grâce à la fin des barrières douanières.

La circulation des marchandises et des hommes, l'émancipation du "marché", s'imposent comme la clef de la réussite de l'Europe. Le succès rapide de ce scénario est soulignée dans le fait que, dès les années 60, le rythme de croissance de cette nouvelle Europe dépasse celui des Etats-Unis et bien sûr de l'autre Europe qui est intégrée elle dans l'espace soviétique et dès lors marquée par son retard. L'idée de montrer une Europe entre les deux blocs est esquivée au profit d'un texte de Kissinger (1973) qui montre les Etats Unis favorables à l'unification de l'Europe et convaincus de la disparition prochaine des différends économiques. Les ressorts de la croissance européenne dominent l'analyse du continent: croissance démographique, plein emploi, révolution des transports, investissements, innovations, accueil des capitaux américains. Le cœur de l'explication se trouve dans l'intensification des échanges entre les pays du marché commun substitut à un marché colonial dont l'Europe a précisément permis de s'émanciper. Une anticipation des évolutions en cours est prise en compte en montrant que les choix effectués dès les années 1950 trouvent leur prolongement naturel dans la mise en place d'une monnaie unique présentée comme la condi-

¹³ Cf. E. François, T. Serrier, *Les Lieux de mémoire européens*, documentation photographique n. 8087, 2011. Cf. aussi J.N. Jeanneney, P. Joutard (dir.), *Du bon usage des grands hommes en Europe*, Paris, Perin, 2003.

tion, désormais, d'une croissance régulière parce qu'elle permettra de surmonter ce qui est dénoncé comme le danger majeur: l'inflation. Au-delà, il est dit clairement que «la monnaie unique sera le pivot de l'union politique».

Les seules difficultés soulignées dans la poursuite de la construction européenne sont celles de l'élargissement qui reste une menace pesant sur son identité. L'intégration des pays de l'Est ne pose guère de problèmes, seules les Balkans apparaissent comme une menace sérieuse. En 1992, l'exercice proposé est un sujet sur la CED qui est du reste le morceau de bravoure du chapitre et montre alors l'importance de l'axe franco-allemand constitué pour assurer, dans le futur, le destin de l'Europe. Il existe enfin dans le livre un chapitre de synthèse intitulé "La France et l'Europe" et qui montre la France comme un acteur principal de la politique européenne en particulier sur la question de l'élargissement et le développement du traité de Maastricht.

On retrouve dans un manuel italien de la même date, les principaux thèmes que nous venons d'évoquer. Quelques nuances: le processus de développement économique par les échanges est souligné de manière encore plus importante et offre une solution à une Europe dont on souligne encore la diversité et la complexité politique. Autre nuance, il n'existe pas comme dans le manuel français un chapitre traitant du rôle de l'Italie en Europe. En revanche les pères de l'Europe et en particulier de Gasperi sont mis à l'honneur, mais Spinelli est absent.

L'autre manuel français que nous avons pris en compte est celui qui a été édité en 1999 après un nouveau programme établi en 1995. Le changement est considérable. On trouve bien sûr le retour d'une explication sur la chronologie de la construction européenne et de ses principaux acteurs. Sur ce point, le manuel italien édité en 2001, prend un peu plus de profondeur en évoquant la personnalité de Spinelli. Dans le manuel français, il existe désormais un chapitre entier consacré à ce qui est appelé le "modèle européen" (12 pages). Celui-ci est opposé au modèle américain (14 pages) et à deux autres modèles, le soviétique (14 pages) et le chinois (14 pages), ces deux derniers étant présentés comme des modèles socialistes minés par des contradictions telles que leur existence même semble compromise.

Le chapitre sur le modèle européen commence par une double page d'ouverture sur une photo de l'euro. Mais désormais pour la première fois, l'Europe est présentée comme un héritage d'une civilisation qui remonte à l'antiquité, les différentes étapes jusqu'à nos jours étant rassemblées dans un chapitre intitulé «Un héritage de grandeur et de larmes». Cette partie se conclut sur la mise en valeur d'un changement de cap. On passe de l'Europe des "visionnaires" à celle «des hommes politiques réalistes et pragmatiques». Le Conseil de l'Europe est détaillé en une dizaine de lignes alors qu'il n'était pas cité dans le précédent, comme la Convention européenne des droits de l'homme. Les pères de l'Europe sont désormais évoqués et cette fois replacés dans les grands courants des partis politiques. La construction économique est reprise sur une page entière, de la CECA à Maastricht et elle se conclut sur une présentation de l'euro «désormais pivot de la construction européenne».

Dans un texte de Jean Artuis cité pour servir d'exercice, il est précisé que la monnaie unique «sera la réponse stratégique de l'Europe à la globalisation des marchés financiers». Enfin suit un chapitre qui pour la première fois présente "L'Europe des Européens" et insiste sur la naissance d'une citoyenneté européenne. On peut remarquer que cette citoyenneté repose essentiellement sur la mobilité des personnes associée aux accords de Schengen

qui prennent alors une valeur fondatrice. Le sous chapitre culture est lui aussi dominé par l'idée de mobilité: les accords ERASMUS, la libre circulation des biens culturels, le mécénat européen, les industries de l'audio-visuel, l'Europe culturelle en conclusion étant présentée comme un «enjeu économique important!».

Le chapitre "Europe" se conclut sur le social en soulignant l'élargissement de l'état-providence européen mais cette évolution est présentée alors comme un effet «du modèle social allemand». A l'échelle des années 1990 affectées par des crises économiques, l'état social européen est toutefois décrit comme en retard sur le reste des institutions. En conclusion la France est présentée comme le pays «qui refuse une Europe du tout libéral». Du côté italien les changements sont moins remarquables. L'essentiel des explications portent sur les mécanismes institutionnels de l'Europe qui est présentée non seulement comme un enjeu économique décisif pour la croissance du pays mais aussi comme une garantie de la permanence d'un "welfare state". L'idée de citoyenneté par contre est absente, tout comme celle d'une nouvelle culture européenne.

On peut donc remarquer qu'en permanence s'est manifesté un décalage sensible entre le discours du système éducatif et les réalités économiques, politiques et culturelles de l'Europe. Dans les manuels, jusqu'à la guerre, l'Europe n'existe pas, c'est un espace géographique; seule existe, dans l'imaginaire de la jeunesse, la nation. Pour les Français comme pour les Italiens l'Europe n'est qu'un environnement physique, rarement civilisationnel de leur propre pays. Toutefois, après la Première guerre mondiale, alors que se développe une réflexion dans les élites politiques et culturelles sur la nécessité de reconstruire une Europe et que l'on prend la mesure du péril qui pèse désormais sur une civilisation, les manuels d'histoire n'évoluent guère aussi bien en France qu'en Italie en dépit de la différence qui se creuse entre les régimes politiques.

Quand l'Europe nouvelle se construit après la Seconde guerre mondiale, c'est très lentement que se met en place une représentation véritable de l'Europe et qu'est envisagée une construction de l'Europe au-delà de nations, associée en fait à un pacifisme internationaliste.

Il faut attendre les années 90 pour que l'Europe prenne vraiment sa place, non seulement en tant qu'institution un peu désincarnée, mais en temps qu'entité économique, sociale, politique et culturelle. Le paradoxe veut que cet effort vienne peut-être un peu tard. Ce qui semble le plus solide dans la mémoire scolaire de la génération du "baby boom", c'est le souvenir d'une Europe de la croissance et de la prospérité qu'on est tenté d'opposer, bien sûr, aux difficultés de l'Europe actuelle.

L'idée souvent avancée dans les manuels d'un temps nouveau, celui d'une histoire réconciliée de l'Europe, est désormais mise à mal par la montée rapide des idéologies d'extrême droite. On peut en relever quelques indices. Le 24 septembre 2018, dans *La Stampa* de Turin deux journalistes ont publié une enquête sur les manuels scolaires autrichiens. Ils purent manifester leur étonnement à la lecture des chapitres consacrés aux épisodes du Risorgimento italien. Mazzini et Cavour y figuraient non pas comme des artisans de la construction de l'unification de l'Italie mais comme des «nationalistes opportunistes» dont l'obsession avait été de détruire l'harmonie de l'empire d'Autriche. Son empereur «homme éclairé et ouvert» avait été confronté à des leaders italiens qui avaient honteusement utilisé l'idée nationale à leur profit. «Ils s'étaient donnés pour but d'étendre le territoire de leur Etat au détriment des autres et avaient justifié leur dessein en se parant de l'idée de nationalité».